

Reportage / Banque africaine de développement

RASME, une solution digitale de supervision à distance des projets

La Banque africaine de développement (BAD) a ouvert ce lundi 24 juillet à Lomé, à l'endroit des coordonnateurs de projet et chargés de suivi et évaluation, un atelier de formation sur l'utilisation de l'outil RASME. Cet outil informatique permettra à la BAD de suivre en temps réel, l'état d'avancement des projets financés.



PAGE 5

REPORTAGE



Infrastructures sanitaires

Le CMS de Bè-Kpota fait un bond en avant grâce au Pnud

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), bureau du Togo, a procédé hier à la remise des clés des ouvrages (bloc opératoire et radiologique) réalisés au sein du Centre médico-social (CMS) de Bè Kpota. Le coût des travaux est estimé à 612 305 119 F CFA.

PAGE 11

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Madame Glokpo Ama, coiffeuse à Lomé grâce à l'appui financier du FNFI

Ce lundi, "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", vous conduit à Lomé, notamment dans le quartier Gbomamé ...

PAGE 2

ECONOMIE

Tubercules

Un plan quinquennal de 2,34 milliards FCFA pour booster la filière

Une mobilisation estimée à 2,34 milliards FCFA sur une période de cinq ans, c'est l'ambition financière du Plan d'Action ...

PAGE 5



Diplomatie togolaise

L'histoire continue

La diplomatie togolaise vient d'ouvrir un nouveau chantier : le Darfour. En effet, Lomé a abrité les dimanche et lundi derniers, des consultations entre toutes les parties impliquées au Darfour. Une vieille tradition !

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Banque mondiale-Togo : engagement renouvelé

Après avoir acté son appui financier à la mise en œuvre du programme d'Assistance sociale transformative pour la résilience (ASTRE) baptisé « Novissi », la Banque mondiale maintient le cap. La nouvelle directrice des Opérations, Marie-Chantal Uwanyiligira, a confirmé vendredi 21 juillet dernier, ses bonnes intentions au chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, à la faveur d'une audience à Lomé.

L'entretien, inscrit dans le cadre de la tournée de présentation de la responsable aux plus hautes autorités du pays, a été l'occasion de faire le point du partenariat entre les deux parties, de féliciter le leader togolais et d'évoquer les prochaines échéances.

"Nous préparons la nouvelle stratégie de partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et le Togo. C'était aussi l'occasion pour moi d'écouter le président de la République, de comprendre ses priorités telles que définies dans la Feuille de route du gouvernement, et de voir comment la Banque mondiale sera aux côtés du peuple togolais", a expliqué l'économiste d'origine rwandaise.

Le nouveau cadre, dont les consultations ont été lancées depuis quelques mois, entend en effet s'aligner sur les priorités stratégiques du gouvernement, et se conformer à la vision de développement du pays.

Le précédent, décliné sur la période 2017-2022, a permis d'engager plus de 1,3 milliard \$ dans trois axes d'interventions : la performance du secteur privé et la création d'emploi, la prestation de services publics inclusifs pour renforcer le capital humain, et la durabilité et la résilience environnementale.

Interview / Conférence internationale sur les gouvernements et la communication CIGC 2023

« Gouverner au fond, c'est surtout communiquer », explique Kwame Senou, fondateur du THOP Institute

Rendre compte de son action à ses concitoyens est au cœur du pacte démocratique. Dès lors la communication gouvernementale dans nos Etats africains est dans un branle-bas continu. En raison de ses déterminants ou encore de ses modalités, sa pratique est à la fois soumise à la complexité ...



PAGES 6&7

	<p>SOMMAIRE</p>	<p>Sénégals le dispositif sécuritaire autour du domicile d'Ousmane Sonko levé</p>  <p>P4</p>	<p>Tubercules Un plan quinquennal de 2,34 milliards FCFA pour booster la filière</p>  <p>P5</p>	<p>Infrastructures sanitaires Le CMS de Bè-Kpota fait un bond en avant grâce au Pnud</p>  <p>P11</p>
---	------------------------	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Madame GLOKPO Ama, coiffeuse à Lomé grâce à l'appui financier du FNFI

Ce lundi, "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", vous conduit à Lomé, notamment dans le quartier Gbomamé, pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de Madame GLOKPO Ama. Grâce au FNFI, et notamment au produit AJSEF, notre interlocutrice exerce depuis quelques années le métier de ses rêves, la coiffure. En seulement quelques années d'exercice, cette trentenaire ne cache pas sa joie d'un bonheur et épanouissement retrouvés.

" Il est très intéressant de pouvoir après tant d'efforts exercer le métier de ses rêves", c'est avec ces propos dignes d'une sagesse africaine que Ama nous accueille dans son salon de coiffure, un salon de 16 m2 bien aménagé, de quoi attirer une clientèle de plus en plus nombreuse selon elle. Après avoir suivi une formation en coiffure sanctionnée par un Certificat de Fin d'Apprentissage, c'est un sentiment de soulagement et de réussite qui l'anime à chaque fois qu'elle se retrouve dans son salon.

" Le crédit AJSEF du FNFI que j'ai obtenu m'a permis de prendre mon envol. C'est en effet grâce à ce premier crédit que j'ai débuter mon installation, notamment la location de l'atelier et son équipement. C'est

après tout le processus d'équipement que j'ai commencé à exercer. Et chose étonnante, je n'ai pas tardé à recevoir des clients, car comme on dit souvent quand tu fais bien ton travail, peu importe la distance, les gens se déplaceront toujours pour bénéficier de vos prestations. En moyenne, par jour, je peux recevoir une dizaine de clientes et qui repartent toujours satisfaites de mes prestations. Je me donne à fond pour fidéliser ma clientèle, car la concurrence est très rude et au moindre signe d'insatisfaction, les clientes iront voir ailleurs. Voilà pourquoi je me donne tous les moyens pour ne décevoir personne."

Etant à la fin du premier cycle du crédit, notre interlocutrice nous avoue n'avoir enregistré aucun

problème en termes de remboursement, et en perspectives pour notre trentenaire, recevoir dans les plus brefs délais le second cycle de crédit pour renforcer son activité.

"Ma bonne organisation me permet actuellement de n'enregistrer aucune difficulté en termes de remboursement de crédit. D'ici quelques jours, j'aurai soldé mon premier cycle de crédit. Je compte tout de suite faire la demande pour obtenir la seconde tranche de crédit. Une fois ce crédit obtenu, je compte renforcer mon activité avec l'introduction des soins de manucure et pédicure. Je reste convaincu que la fusion des soins de cheveux et la pédicure manucure me permettront de renforcer mon autonomie. Mais pour l'heure, je peux



Madame GLOKPO Ama


vous affirmer que je suis très heureuse car le FNFI a renforcé mon pouvoir d'achat et mon autonomie."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





fnfi
Fonds National de la Finance Inclusive

	<p>Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper</p>	<p>Directeur de publication : Motchosso Kodolakina</p> <p>Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari</p> <p>Responsable web: Carlos Amevor</p> <p>Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie</p>	<p>Attipoe Edem Kodjo</p> <p>Responsable administrative: Gloria Léma Yagla</p> <p>Service commercial: DIRECT AGENCY Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92</p> <p>Graphiste: Eros Dagoudi</p>	<p>Imprimerie: Direct Print</p> <p>Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)</p>
---	--	--	---	---

Situation au Car

Yawo Daté effectue une visite remarquée chez maître Agboyibo

Le nouveau président national du Comité d'action pour le renouveau (Car), Yawo Daté a effectué il y a quelques jours, son premier passage dans le village natal de feu maître Yawovi Agboyibo, fondateur du parti. Ce fut la première fois qu'il fait une sortie publique de ce genre à Kouvé dans la préfecture de Yoto.



Yawo Daté (derrière les deux filles)

A ce jour, même si les contestataires ne se prononcent plus publiquement sur la situation au Car, rien n'indique que Yawo Daté a définitivement pris le dessus et qu'il

est désormais accepté comme le successeur de feu maître Agboyibo. Toutefois, son passage à Kouvé, ce fief du Car, n'est pas anodin. Son action est très significative.

Yawo Daté a été accueilli sans heurts dans la localité par les gardiens des us et coutumes. Une libation a été faite à son arrivée. Dans les milieux traditionnels togolais, cet acte hautement spirituel est un signe d'acceptation et même de bénédiction. Et souvent, cela est fait devant un chef.

Un autre moment fort de ce passage dans le milieu, est que le nouveau dirigeant du Car a été revêtu d'habits royaux : la couronne, le pagne traditionnel, le collier, le sceptre de commandement etc... Visiblement, le nouveau roi vient de s'installer sur le trône vacant. En d'autres

termes, Yawo Daté semble être reconnu comme le successeur de feu maître Agboyibo. Et lors de son passage à Kouvé, une messe d'action de grâce a été dite pour le repos de l'illustre disparu.

«Après notre élection le 27 mai passé, et suite à notre prise de fonction le 5 juin 2023, nous nous sommes dit qu'avant de commencer nos actions proprement dites, nous devons confier notre mission au Seigneur, parce que nous sommes un parti de démocrates croyants et nous croyons en un Dieu unique à qui nous devons rendre gloire en tout temps. Nous avons jugé bon de venir à Kouvé, la terre natale du président fondateur de notre parti, pour faire cette messe d'action et de grâce et avoir la bénédiction de Dieu pour la mission », a déclaré Yawo Daté.

La délégation du nouveau président national du Car s'est ensuite rendue sur la tombe de l'ancien Premier ministre du Togo pour un moment de recueillement. Une présentation du nouveau bureau du Car a ensuite été faite sur la place publique de Kouvé. Une déclaration a été lue à cette occasion.

Dans cette déclaration, les responsables du Car ont rappelé la vision de leur parti et réaffirmé leur engagement à inscrire leurs actions dans la droite ligne de la vision du président-fondateur du parti et à rassembler tous les Togolais pour l'objectif commun, celui de réussir l'alternance au sommet de l'État. Le parti a également relevé un certain nombre de difficultés que vivent les Togolais aujourd'hui.

E. Dadzie

Diplomatie togolaise
L'histoire continue

La diplomatie togolaise vient d'ouvrir un nouveau chantier : le Darfour. En effet, Lomé a abrité les dimanche et lundi derniers, des consultations entre toutes les parties impliquées au Darfour. Une vieille tradition !

Le président Gnassingbé Eyadema en avait fait la colonne vertébrale de sa diplomatie qu'il pilotait de main de maître : la recherche permanente de la paix et la promotion du dialogue. Fidèle à sa théorie « quand la maison de ton voisin brûle, il faut l'aider à éteindre le feu », le général président avait embouché sa trompette de prophète pour des médiations en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone, au Libéria etc. Son intervention dans le conflit tchadien n'avait échappé à personne lorsqu'en avril 1980, il a dû « traverser le fleuve Chari dans une frêle pirogue pour obtenir un cessez-le-feu entre les belligérants tchadiens ».

Si les noms des ministres des Affaires étrangères sous le président Gnassingbé Eyadema, quoique très compétents et connus comme Koffi Amega, Koffi Panou, passaient sous silence, Faure Gnassingbé a choisi,

lui, de mettre en avant son ministre des Affaires étrangères. Robert Dussey est devenu le « bras armé » d'une diplomatie, certes discrète, mais qui ne peut échapper aux radars de la communauté ouest africaine, africaine ou internationale tout simplement. Il y a de quoi susciter la curiosité mais pas l'étonnement.

L'histoire ne bégaie pas. Elle ne se répète pas. Elle continue en réalité. Cette pente n'a jamais été abandonnée même au temps fort des crises qui ont secoué le pouvoir d'Eyadema tout comme les différents soubresauts et contre-coups qu'a subis et continue de subir le pouvoir de Faure Gnassingbé.

L'annonce d'un conclave à Lomé entre les belligérants de la crise du Darfour (Soudan) depuis dimanche dernier est venue ajouter à l'étonnement des Togolais. Que Diable va-t-il chercher

là-bas ? En misant sur une longue tradition de médiation, le pouvoir de Faure Gnassingbé ne puise pas uniquement son lexique en dix-huit ans de pouvoir mais plutôt d'une accumulation de « savoir-faire », d'expériences, de réseaux, de couloirs et de contacts des trente-six ans et dix-huit ans aujourd'hui cumulés. Sur ce

antipodes de celle de ses pairs de la Cedeao, dans la réconciliation entre Patrice Talon et Yayi Boni aux côtés de son homologue ivoirien Alassane Ouattara, etc.

Il y a eu peut-être des échecs ou des médiations non abouties, qui font très peu parler d'elles-mêmes comme les missions de bons offices entre

faire cohabiter des actions de puissances étrangères avec celles du « petit Togo » sans peur, l'ambition, parce que ce pays de l'Afrique de l'Ouest a toujours vu grand.

Pourvu que l'adéquation entre ces réussites au plan international, riment avec l'ambition des Togolais à vivre bien sur ce petit rectangle.



Eyadéma

Faure

Dussey

point, on peut gager d'une réussite. Tout comme, la réussite dans le dossier des quarante-neuf militaires ivoiriens arrêtés au Mali, dans la position du Togo dans la crise malienne elle-même, totalement aux

le président Alassane Ouattara et ses fils (Ahmed Bakayoko, Guillaume Soro), mais la machine diplomatique togolaise est aujourd'hui bien rôdée. Elle est marquée par l'audace et l'ambition. Audace de

Entre le Darfour du fils et le Tchad du Père, il y a peut-être géographiquement 673 kilomètres, mais sur le plan diplomatique, pas même un simple papier de cigarette.

Françoise Dasylya

Gabon/Présidentielle

18 candidats feront face au président sortant Ali Bongo

La liste a été publiée par le Centre gabonais des élections (CGE) lundi 24 juillet 2023. Le président sortant affrontera ainsi 18 personnalités de l'opposition le 26 aout prochain au cours d'une élection où il part archi favori.

Sur 27 candidatures enregistrées pour l'élection présidentielle au Gabon, 19 ont été retenues. Le Centre gabonais des élections (CGE) a publié ce 24 juillet une liste de candidats au scrutin qui doit se tenir le 26 août. Le président sortant du Gabon, Ali Bongo Ondimba, fait figure de favori face à une opposition dont n'a

pour l'heure émergé aucun leader commun.

Le CGE a validé cinq candidatures de plus qu'en 2016, mais quatre de moins qu'en 2009, dont celles d'importantes figures de l'opposition, notamment Alexandre Barro Chambrier du Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM), et Paulette Missambo, de

l'Union nationale (UN). Le frère de Patience Dabany et oncle du président Ali Bongo Ondimba, Jean Boniface Assele, avait annoncé au début de juillet se présenter à l'élection présidentielle.



Ali Bongo Ondimba

Sa candidature n'a pourtant pas été validée par le Centre gabonais des élections. La campagne électorale

officielle se déroulera du 11 au 25 août à minuit. Mais la plupart des candidats la mènent depuis un an dans tout le pays, Ali Bongo Ondimba y multipliant ces derniers mois une intense

l'opposition, avait permis de modifier la Constitution, réduisant le mandat présidentiel de sept à cinq ans et faisant repasser le scrutin à un tour unique. Ses détracteurs avaient dénoncé une manœuvre destinée, à cinq mois des élections, à faciliter la réélection d'Ali Bongo à une majorité relative.

S'il était élu le 26 août pour un troisième mandat, Ali Bongo pourrait atteindre les 19 ans à la tête du pays. Le chef de l'État, 64 ans, a été élu pour la première fois en 2009 à la mort de son père Omar Bongo Ondimba, qui a dirigé le pays pendant plus de 41 ans, puis réélu de justesse en 2016.

T.M.

Mali/Sécurité

Les Etats-Unis sanctionnent 3 hauts gradés de l'armée malienne pour connivence avec Wagner

Les Etats-Unis ont annoncé, lundi 24 juillet, des sanctions économiques visant trois militaires maliens pour avoir « facilité le déploiement et l'expansion » des activités au Mali du groupe paramilitaire russe Wagner. Ces sanctions visent trois gradés : le colonel Sadio Camara, ministre de la Défense, qui détient également la nationalité française, le colonel Alou Boi Diarra et le lieutenant-colonel Adama Bagayoko, tous deux responsables dans l'armée de l'air.



Col. Sadio Camara, ministre de la Défense du Mali

Dans un communiqué du Trésor américain, Washington fait état de « preuves montrant que ces responsables maliens ont contribué aux activités malveillantes du Groupe Wagner au Mali ». « L'action d'aujourd'hui expose les principaux responsables maliens qui ont contribué à faciliter l'enracinement du Groupe Wagner au Mali au cours des deux dernières années », a déclaré le sous-secrétaire au Trésor chargé du terrorisme et du renseignement financier, Brian Nelson, cité dans le communiqué. Pour Washington, ces trois officiers ont facilité « l'enracinement » de Wagner au Mali, à la fois à l'extérieur

de leur pays, via un accord de coopération conclu avec la société paramilitaire. Accord négocié au cours de voyages en Russie en 2021 puis 2022. Son principal artisan serait le colonel Camara, actuel ministre de la Défense et pilier de la Transition. Autre information avancée à propos de ce dernier : il est, selon Washington, citoyen français.

Les États-Unis pointent également le soutien apporté aux mercenaires, cette fois directement sur le sol malien : un appui matériel, logistique, mais aussi économique. En permettant l'exploitation de l'or notamment, les trois

officiels de Bamako ont pour le Trésor américain, « ouvert la voie » à la spoliation « des ressources souveraines » et aux « violations des droits humains ».

Selon Washington, depuis l'arrivée du Groupe Wagner au Mali, en décembre 2021, le nombre de victimes civiles dans ce pays a augmenté de 278 %, notamment en raison d'opérations menées par les forces armées maliennes aux côtés des mercenaires. Des sanctions économiques avaient été prises par les Etats-Unis contre ce groupe en juin 2017, puis réitérées en janvier dernier.

T.M.

Sénégal

Le dispositif sécuritaire autour du domicile d'Ousmane Sonko levé

A Dakar, le dispositif sécuritaire dressé par les autorités sénégalaises autour du domicile de l'opposant Ousmane Sonko a été levé, a constaté une journaliste de l'AFP, lundi 24 juillet. Une information confirmée par Ousseynou Ly, porte-parole du parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), qui a précisé que l'opposant n'avait pas été arrêté. M. Sonko était bloqué chez lui par les forces de sécurité depuis le 28 mai.

L'opposant a été condamné le 1er juin à deux ans de prison ferme dans une affaire de mœurs, un jugement qui le rend inéligible en l'état, selon ses avocats et des juristes. Sa condamnation a engendré début juin les troubles les plus graves depuis des années au Sénégal, faisant seize morts selon les autorités, une trentaine selon l'opposition. Le leader du Pastef avait ensuite prédit dans un entretien

par ce dernier à la « résistance ». « Quelqu'un qui se lève pour dire qu'il va faire une caravane [un cortège], qu'il va faire des rassemblements sans déclaration [préalable]... Est-ce qu'on va le laisser faire le tour du Sénégal, faire des rassemblements et compter les morts derrière ? On ne peut pas », avait-il déclaré. L'opposant, investi candidat par son parti, a par ailleurs été condamné le 8 mai à six



Ousmane Sonko

un « chaos indescriptible » s'il était empêché d'être candidat à la prochaine élection présidentielle, prévue en février 2024. Le ministre de l'intérieur, Antoine Diome, avait justifié les « restrictions » imposées à M. Sonko par les appels lancés

mois de prison avec sursis lors d'un procès en appel pour diffamation, une peine largement perçue comme le rendant inéligible pour la présidentielle. Mais il n'a pas encore épuisé ses recours devant la Cour suprême.

Le Monde Afrique

Banque africaine de développement
RASME, une solution
digitale de supervision à
distance des projets

La Banque africaine de développement (BAD) a ouvert ce lundi 24 juillet à Lomé, à l'endroit des coordonnateurs de projet et chargés de suivi et évaluation, un atelier de formation sur l'utilisation de l'outil RASME. Cet outil informatique permettra à la BAD de suivre en temps réel, l'état d'avancement des projets financés.

Le département informatique de la Banque africaine de développement a mis en place une solution informatique de supervision de distance des projets de la banque. Remote appraisal, supervision, monitoring and evaluation (RASME) est une innovation majeure qui permettra de renforcer l'efficacité des actions de la banque.

Cet outil va ainsi améliorer les opérations de la Banque africaine de développement (BAD) dans tous les pays membres régionaux à travers la collecte des données fiables. « Pour le bénéfice et la fluidité dans la gestion de

nos projets, il était important que nous mettions en œuvre cet outil. Un outil qui va nous permettre de mesurer l'impact des projets », a laissé entendre le Responsable pays de la BAD au Togo, Wilfrid Abiola.

RASME est le résultat de l'intérêt de la Banque pour l'innovation et les technologies émergentes. Abdoulaye Tandina, chargé de programmes pays-BAD, s'en réjouit : « le projet est ainsi la bienvenue et va sans nul doute aider. RASME est un système de collecte et d'analyse de données à l'ère des TIC notamment les téléphones. En collaboration

avec les partenaires de développement et les agences gouvernementales, ces données peuvent être vérifiées, analysées et publiées pour aider à la prise de décision pour des interventions futures». Abdoulaye Tandina précise que lors du déploiement du projet, un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités des équipes projets tant du côté de la banque que des équipes d'exécution du projet. Outre

du continent, le Togo est le 26ème pays qui va adopter cet outil digital qui permet à la BAD et au gouvernement de suivre tous les projets. Pour le représentant du ministre de l'économie et des finances, Affo Dedji, secrétaire permanent pour le suivi des réformes : « cette innovation entre dans le cadre de la digitalisation des services et des processus. Elle s'inscrit dans l'axe 3 de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 dont l'objectif est

mobiles ». Le responsable pays de la Banque africaine de développement au Togo, Wilfrid ABIOLA précise que précédemment, les coordonnateurs de projet et chargés de suivi et évaluation, responsables de la coordination des données statistiques sur la mise en œuvre des projets, effectuent des visites de terrain pour évaluer l'état d'évolution desdits projets. Mais, « aujourd'hui avec cet outil, ils n'auront plus besoin de se déplacer sur le terrain, parce qu'ils auront des informations en temps réel. On pourra avoir une vision instantanée de la réalisation de l'impact du projet sur le terrain ». Grâce à la plateforme KoboToolbox téléchargeable sur le téléphone android ou ordinateur portable, les unités de gestion des projets peuvent accéder à tout moment aux données du terrain. Investissant dans divers projets notamment les infrastructures routières et agricoles, RASME va concourir à augmenter le portefeuille de la BAD au Togo.

Edy Alley (stagiaire)



Cérémonie de lancement et de formation de la BAD sur l'initiative RASME

cette formation de trois jours pour la bonne maîtrise de la solution, « le déploiement sera accompagné d'une stratégie de communication et de conduite de changement pour assurer son adoption rapide et efficace », a-t-il ajouté. Utilisé déjà dans 25 pays

de moderniser le pays et de renforcer ses structures. Je me réjouis que le Togo soit dans les premiers pays à entamer cette expérience de déploiement de ce nouvel outil qui sert à la collecte, au stockage et à l'analyse des données à l'aide d'appareils

Développement agricole
Investissement de 3,1
milliards FCFA dans la
filière Karité entre 2024
et 2028

3,1 milliards FCFA, c'est la somme que veut mobiliser le Plan d'action d'investissement de la filière Karité au Togo pour la période 2024-2028. Ce plan, adopté en mai 2023 par le ministère en charge de l'agriculture et le Conseil interprofessionnel de la filière Karité du Togo (CIFKAT) permettra de relancer la filière au Togo.

Le Plan d'action d'investissement de la filière Karité au Togo repose sur trois axes stratégiques majeurs : augmenter le volume de production des amandes grâce à une gestion durable des ressources et un accroissement du peuplement, professionnaliser les acteurs impliqués dans cette filière, créer davantage de valeur en améliorant la qualité des produits ainsi qu'en développant les sous-produits, tout en favorisant également la recherche et le développement. Plus spécifiquement, l'État fournira seulement un financement estimé à environ 87 millions FCFA tandis que CIFKAT mobilisera près de 133 millions FCFA au cours du quinquennat. Ce plan devrait principalement être soutenu par les partenaires techniques financiers (PTF) qui contribueront à hauteur de 2,58 milliards F.CFA. Selon les données fournies par le ministère, l'estimation de la production annuelle d'amandes karité dépassait légèrement les 40 000 tonnes dans tout le pays en 2018. Dans les détails, c'est environ 2 500 tonnes qui sont produites dans la région des Savanes, 17 500 tonnes dans celle de la Kara, 13 000 tonnes dans la région Centrale et près de 8000 tonnes dans la région des Plateaux. Septième plus grand producteur de karité au rang mondial, le Togo représente ainsi 5% du marché d'exportation en Afrique de l'ouest selon les classements les plus récents. Dans cette filière, on observe une prédominance féminine avec 84,9% des acteurs étant des femmes contre 15,1% d'hommes. En ce qui concerne la répartition par tranche d'âge, les moins de 40 ans représentent 48,5%, alors que 43,5% sont âgés entre 40 et 60 ans et 8,5% sont âgés de plus de 60 ans.

Edy Alley (stagiaire)

Tubercules
Un plan quinquennal de 2,34 milliards
FCFA pour booster la filière

Une mobilisation estimée à 2,34 milliards FCFA sur une période de cinq ans, c'est l'ambition financière du Plan d'Action d'Investissement de la Filière Plantes à Racines et Tubercules (PRT) 2024-2028.

Elaboré par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural en collaboration avec le Conseil interprofessionnel de la filière Plantes à racines et tubercules (CIF PRT), ce plan vise à renforcer la productivité de la filière tubercules au Togo. Cette filière englobe des cultures telles que le manioc, l'igname, le taro et la patate douce. Selon ce document daté de mai 2023, l'objectif global est d'accroître la production nationale des Plantes à racines et tubercules (PRT) de 15 % sur la période 2024-2028 afin d'atteindre un taux de transformation équivalent à 10 % d'ici à 2028. Les objectifs spécifiques comprennent notamment l'amélioration tant en termes de productivité que de qualité des PRT cultivées dans le pays. De plus, il est prévu également la mise en place des mesures visant à valoriser les produits issus de cette filière ainsi qu'à améliorer les circuits commerciaux existants. Enfin, un volet

important concerne également le renforcement de la gouvernance et du mécanisme financier associés à cette filière pour son développement optimal. Ce programme d'action est structuré en trois axes principaux. Le premier axe vise à améliorer la productivité et la qualité des produits de la filière PRT, ce qui nécessitera un investissement total de 755 millions FCFA. Sur cette somme, il est prévu que l'État contribue à hauteur de 306,5 millions FCFA. Le deuxième axe du programme se concentre sur la valorisation et la commercialisation des produits de cette même filière. Cette initiative représente un coût global estimé à 726 millions FCFA, dont une part significative (106,25 millions FCFA) sera financée par l'État. Enfin, le troisième axe du plan d'action a pour objectif principal le renforcement de la gouvernance et du mécanisme financier associés à la filière. Pour

cela, il faudra mobiliser un financement total s'élevant à environ 865,2 millions FCFA. L'État envisage ici une contribution financière substantielle équivalente à 202,5 millions FCFA. Cette initiative montre clairement la volonté des autorités togolaises, de dynamiser la production agricole de plantes à racines et tubercules au Togo. Ceci permet d'encourager la transformation de la filière pour contribuer



Marché de tubercules

au renforcement de la sécurité alimentaire et à la diversification des revenus agricoles au Togo. Pour couvrir les dépenses restantes liées au programme, les acteurs privés ainsi que les partenaires techniques et financiers seront sollicités afin qu'ils participent au financement complémentaire nécessaire de ce plan quinquennal.

E. A.

Conférence internationale sur les gouvernements et la communication CIGC 2023

« Gouverner au fond, c'est surtout communiquer », explique Kwame SENOU, fondateur du THOP Institute

Rendre compte de son action à ses concitoyens est au cœur du pacte démocratique. Dès lors la communication gouvernementale dans nos Etats africains est dans un branle-bas continu. En raison de ses déterminants ou encore de ses modalités, sa pratique est à la fois soumise à la complexité de réalités nouvelles et à l'exigence acérée de citoyens sous emprise de la révolution numérique. Jugée parfois artificieuse, déconnectée ou encore distante, elle est devenue problématique si son but est de construire la légitimité des décisions et des actions des gouvernants et de nourrir le lien social. Surtout dans un contexte de crises intermittentes et d'agitation politique continue. Partant de ce constat, THOP Institute, le think-tank du groupe de communication stratégique, THOP The Holding Opinion and Public, initie la Conférence Internationale sur les Gouvernements et la Communication (CIGC). Placée sous le thème « Renforcer la confiance entre les jeunes et les gouvernement », elle se veut le plus grand rassemblement d'experts en communication et des fonctionnaires de haut niveau spécialités dans la gouvernance publique. Dans cette interview Kwame SENOU, fondateur du THOP Institute revient sur les enjeux de cette rencontre qui se tiendra le 10 novembre 2023 à Abidjan en Côte d'Ivoire.



Vous organisez le 10 novembre prochain, la Conférence internationale sur les gouvernements et la communication. Pourquoi pensez-vous que la communication est un enjeu important pour les gouvernements africains ?

Nous vivons dans un monde aujourd'hui qui est décrit comme volatile, incertain, complexe et ambiguë, ce qui a donné lieu à l'anglicisme VUCA. Il matérialise le fait que le monde qui nous entoure connaît des changements de plus en plus dynamiques. Les populations dans ces conditions, sont anxieuses, effrayées et perdues. Elles recherchent des réponses et attendent de leurs leaders, plus que l'information, des solutions à leurs attentes. Mieux, notre monde est hyperconnecté et la vitesse de l'information n'a pas son pareil dans toute l'histoire de l'humanité. Cela renforce les risques de notre époque et pousse vers la radicalisation. Les gouvernements sont donc obligés de faire plus qu'informer. Ils doivent communiquer pour convaincre les gens de se sentir en sécurité, de penser avec confiance et d'agir avec urgence. La communication passe donc d'une fonction de support à une fonction stratégique. Elle devient

le moyen principal de gouvernance.

Gouverner au fond, c'est surtout communiquer. Communiquer pour faire accepter des politiques publiques difficiles mais nécessaires, communiquer pour mobiliser les parties prenantes nationales autour des objectifs de la nation, et communiquer aussi pour préserver la réputation pays, attirer les investisseurs et les touristes à la recherche de devises. Nous ne disons pas que les gouvernements doivent seulement communiquer, mais qu'ils doivent prendre conscience que même leurs meilleures actions sans bonne communication ne produiront pas de réactions, sinon plutôt de l'adversité. Quand on est un pays africain, c'est un sujet à prendre très au sérieux, et l'exemple du Rwanda revient sans cesse pour dire que ce pays a vraiment bénéficié de sa volonté de communiquer stratégiquement. C'est un sujet important car la plupart de nos pays souffrent d'une mauvaise réputation, qui se traduit même par des taux d'intérêt plus élevés pour emprunter sur le marché financier, il y a donc une possibilité de gain direct et plus globalement de croissance économique et de développement humain.

La confiance institutionnelle est très basse, notamment les institutions démocratiques, et les politiciens sont au plus bas, dans les sondages comme celui d'Afrobarometer, direz-vous que les gouvernements communiquent avec efficacité ?

Aujourd'hui, dans un contexte d'hyperconnectivité, on peut voir que les entreprises privées sont très concentrées sur une communication bidirectionnelle. Ce n'est pas encore le cas pour les gouvernements alors que c'est essentiel pour être efficace. Il est de moins en moins important de dire des choses, si elles ne répondent pas aux préoccupations des populations. Il ne s'agit plus d'informer mais de convaincre. Chaque exercice de communication doit tenir compte de ce défi. Il y a une certaine désinvolture dans la façon dont la communication publique est gérée qui donne l'impression que le citoyen doit chercher l'information, qu'il n'y a aucune obligation de compte rendu et que convaincre n'est pas nécessaire alors que nous sommes dans des démocraties et que

finallement les dirigeants et leurs collaborateurs sont des mandants des citoyens. D'ailleurs l'information importante qui transparait de ces sondages que vous mentionnez, c'est que les gouvernements et le secteur public plus largement doivent comprendre d'une communication efficace commencent par des voix crédibles et qu'ils ne le sont pas auprès de leurs audiences. Il est donc important pour eux, de travailler à identifier les voix crédibles et à collaborer avec elles dans des partenariats qui permettent la réceptivité des messages auprès des audiences.

Quelles devraient être les bonnes approches pour une meilleure communication du secteur public en Afrique ?

Le secteur public aime souvent diffuser des chiffres et des statistiques pour présenter son action. Mais des années d'analyse permettent de dire que les gens ne sont pas touchés par des données. Cela représente généralement des choses abstraites pour le public. Cela peut intéresser les partenaires au développement, les membres du secteur académique ou les consultants mais le public lui est convaincu par des

narratifs cohérents. La narration émotionnelle est reconnue par les experts pour générer le plus de résultat en communication. Mais cette narration pour générer de la confiance, doit s'appuyer sur les cinq piliers de la confiance. Les narratifs du secteur public doivent pouvoir montrer qu'il est capable, capable de faire ce qu'il dit. Le gouvernement doit montrer qu'il est fiable, donc qu'il a fait ce qu'il a promis. Il faut insister sur l'intégrité et le bien commun. Ce sont des facteurs de justice sociale qui sont très importants dans la construction de la confiance. Mais le dernier aspect est le plus important, l'intérêt personnel. Les citoyens veulent comprendre ce que les politiques publiques vont avoir comme conséquences pour eux, idéalement des conséquences positives et concrètes.

Les changements exponentiels de notre époque demandent que le secteur public renforce les capacités de ses professionnels et développent des synergies et les acquis à l'échelle du continent. C'est pour cela que la Conférence Internationale sur les Gouvernements et la Communication a ...

Suite à la page 7

**Propos
recueillis par Modeste
TOFFHOSSOU**

LCT Lomé Container Terminal S.A.

RCIF : 1002160866
RCOM/ : Lomé 2006 B 2184
09899103 Lomé - TOGO
Tel : (+228) 22 53 70 00
(+228) 22 53 70 25

Lomé, le 20 juillet 2023

A

M. FARE Adoh
Contrôleur des opérations de livraison
Matricule: 0611
Tel : 91841189

N/Réf: 229 /LCT/DRH/KDE/OTA/RBA/23

Objet : Licenciement pour abandon de poste

Monsieur,

Suite à notre entretien préalable du 19 juillet 2023 auquel vous ne vous êtes pas présenté, nous sommes dans l'obligation de procéder à votre licenciement pour faute grave d'abandon de poste. En effet, votre absence injustifiée et continue depuis le 27 avril 2023 constitue un manquement de vos obligations découlant de votre contrat de travail.

Votre comportement dénote d'un manque de professionnalisme et de considération envers la société.

Conformément à l'article 77 du Code du travail et compte tenu de la situation, votre licenciement prend effet immédiatement. Aucune indemnité compensatrice de préavis, ni indemnité de licenciement ne vous sera versée.

Vous êtes donc licencié pour faute grave consistant en votre absence injustifiée et continue depuis le 27 avril 2023 et préjudiciable à la société.

À compter de la réception de la présente, vous ne faites plus partie de l'effectif de la société.

Vous voudriez bien vous rapprocher du service des Ressources humaines pour le retrait de votre solde de tout compte (droits acquis) ainsi que du certificat de travail.

Nous vous invitons par ailleurs à déposer, auprès du même département, tout outil de travail ou tout matériel appartenant à la société et qui ont été mis à votre disposition pour les besoins de votre mission.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations.

Le Directeur Général



Rachid BAHIO
Chief Executive Officer
LCT Lomé Container Terminal S.A.
09899103 Lomé - TOGO
Tel : (+228) 22 53 70 00
(+228) 22 53 70 25

Quelques ambassades et consulats

Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70

Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32

Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40

Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94

Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43

Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25

Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56

Union Européenne; Tél: 22 53 60 00

Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23

Consulat de France; Tél: 22 23 46 40

Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60

Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30

Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25

Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63

Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58

Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35

Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00

Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31

Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80

Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11

RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration

Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«D»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Pensées du jour

Les gens peuvent détruire ton image, salir ta personnalité, créer des rumeurs sur toi, mais ils ne peuvent pas emporter tes bons actes. Parce que peu importe la façon dont ils te décrivent, tu seras toujours admiré (e) par ceux qui te connaissent mieux

Histoire drôle

Un homme avait trois problèmes :

1) Il était très pauvre,

2) Il n’a pas d’enfant avec sa femme

3) Sa mère est aveugle.

Un ange lui apparut et lui demande de faire un vœu juste un seul. Or sa femme veut un enfant ; sa mère veut voir et lui-même veut être riche...

Ah, quel embarras

Après sa réflexion, il dit sagement à l’ange : « Je veux juste que ma mère voit mes enfants manger dans des assiettes en or » Aussitôt tous les trois problèmes furent résolus.

Ceux qui sont morts hier avaient des plans pour ce matin, et ceux qui sont morts ce matin avaient des plans pour ce soir.
Ne prend rien pour acquis. En un clin d’œil, tout peut changer.
Alors pardonne et aime de tout ton cœur car tu ne sais jamais si tu auras le temps de le faire encore une fois.
C’est notre pensée pour vous ce matin

Jeux:



a) Combien de carrés?



b) Combien de triangles?

Blague

Deux élèves de CP1 admis en classe de CP2 se trouvent l'année suivante avec un nouveau maître. Surpris l'un demande à l'autre : << mais où est notre maître ? >> l'autre répond << il a redoublé le CP1, je l'ai vu là-bas ce matin >>. Son camarade ouvre grandement la bouche et dit << moi je croyais que le maître était plus fort et intelligent que nous.

Mon coq a accouplé la poule du voisin et quand j'ai demandé à prendre la poule avec les œufs pour s'occuper d'eux parce que je vois que c'est ma responsabilité, mon Voisin a donné un refus catégorique. Maintenant, mon fils a enceinte sa fille aînée et il me dit que c'est ma responsabilité, donc de venir prendre la fille. Je me vois dans l'embarras

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

LOME-MA-0208202305CA

Les avertissant que faute de paiement de leur part de la somme sus indiquée dans le délai de vingt (20) jours ci-dessus impartis, le commandement sera transcrit à la conservation foncière et vaudra à partir de sa publication saisie réelle des immeubles suivants :

1- Immeuble rural bâti, objet du titre foncier n°34 663 RT, inséré au Livre foncier de la République togolaise, Volume 191 Folio 11, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de huit ares quatre centiares (08a 04ca) sis à Lomé, Agoé-Nyivé, limité au Nord et au Sud par les lots n° 115B et 124, à l'Est par une rue non dénommée de 20 mètres à l'Ouest par le lot n°123B et un espace non identifié ;

2- Immeuble semi-urbain, bâti, objet du titre foncier n°46 246 RT, inséré au Livre foncier de la République Togolaise, Volume 268 Folio 35, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de deux ares quatre-vingt-dix-neuf centiares (02a 99ca) sis à Lomé Sanguéra Zossimé (P/Golfe), limité au Nord, au Sud et à l'Est par la propriété CHAKA Attivi et à l'Ouest par une rue non dénommée de 13,85 mètres ;

Tel au surplus que lesdits immeubles existent, s'étendent, se poursuivent et se comportent avec toutes leurs aisances, dépendances, et appartenances, sans aucune exception ni réserves ;

Je leur ai en outre indiqué que l'expropriation sera poursuivie au Tribunal de Grande Instance de Lomé sous la constitution de Maître Tiburce MONNOU, Avocat au Barreau National du Togo, Angle 1294 Rue Santigou (99 TKN) et 234, Rue Abougou (derrière le Centre Aéré du CERFER), 06 BP : 62296 Lomé 06 Tél : 22 61 08 08, Fax : 22 61 15 15, courriel : contact@monnatl.com au cabinet duquel domicile est élu par le créancier poursuivant, la BIA-Togo SA, représentée par son Directeur Général, et les ai avisée que tous actes d'opposition au commandement, offres réelles et toutes significations relatives à la saisie devront être délaissés au cabinet de Maître Tiburce MONNOU dont l'adresse est ci-dessus précisée ;

La présente notification leur est faite à toutes fins utiles que de droit.

J'ai, ensuite, requis :

Monsieur le Conservateur de la propriété foncière, demeurant à Lomé et domicilié en cette qualité à la Direction des Affaires Domaniales et Cadastre, Division de la Conservation Foncière, où étant à ses bureaux et parlant à :

D'apposer son visa sur les présentes et lui ai remis également une copie pour publication, ce à quoi il m'a répondu :

3

LOME-MA-0208202305CA


**SOUS TOUTES RESERVES
A CE QU'ILS N'EN IGNORENT**

Et, je leur ai laissé, étant et parlant comme ci-dessus, copies de la grosse de la convention de compte courant en date du 19 mars 2019 et de ses avenants auxquelles sont annexées copie de la lettre de notification d'arrêt et de clôture de compte en date du 24 février 2022, et celle de l'exploit de sa notification, copie du pouvoir spécial en date du 02 mai 2023 ainsi que celle du présent exploit dont le coût est de : _____ FCFA.

R/ : (05)

- Copie de la grosse de la convention de compte courant en date du 19 mars 2019
- Copie de la grosse de l'avenant du 03 octobre 2019 à la convention d'ouverture de crédit
- Copie de la grosse de l'avenant du 29 octobre 2020 à la convention d'ouverture de crédit
- Copies de la lettre de notification d'arrêt et de clôture de compte en date du 24 février 2022 et de l'exploit de sa notification
- Pouvoir spécial en date du 02 mai 2023

L'Huissier,





AVIS DE DEMANDES DE PROPOSITIONS POUR LA SÉLECTION D'UN COMMISSAIRE CONTRÔLEUR ET DES CONTRÔLEURS NATIONAUX EN VUE DU CONTRÔLE EXTERNE DES COMPTES DE LA BCEAO AU TITRE DES EXERCICES 2024A2029

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sollicite des propositions pour la sélection d'un Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux en vue de la vérification de ses comptes, au titre de la période 2024 à 2029.

Sont invités à prendre part à cette sélection, les cabinets d'expertise comptable de réputation internationale, installés dans l'un des huit Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine et inscrits à l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés d'un Etat membre de l'UMOA.

Cependant, tout cabinet ayant exercé, sur un site donné de la Banque Centrale, deux(2) mandats consécutifs, notamment au titre des exercices 2015 à 2023, en qualité de Contrôleur externe, n'est pas éligible à prendre part au présent appel à concurrence pour le même site.

Les demandes de propositions de services (DP 034 - Commissaire Contrôleur et DP 040 Contrôleurs Nationaux) peuvent être retirées du 20 juillet au 17 août 2023, à l'Agence Principale de la BCEAO à Lomé, **Avenue Abdoulaye FADIGA,01BP120Lomé01-TOGO, Bureau 1003, Téléphone : +228 22 23 51 75**, moyennant le versement d'un montant forfaitaire, non remboursable, de cent vingt-cinq mille (125.000) Francs CFA, pour le contrôle de la comptabilité centralisée, et de soixante-quinze mille (75.000) Francs CFA, en ce qui concerne le contrôle des comptes des Agences de la Direction Nationale.

La date limite de dépôt des propositions de services est fixée au vendredi 18 août 2023 à 16 heures TU.

Le Directeur National

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 – Dakar – Sénégal

Tél. : (221) 33 839 05 00 / Fax : (221) 33 823 93 35
courrier.bceao@bceao.intwww.bceao.int



CAMPAGNE DE COLLECTE D'INFORMATIONS FONCIERES



COMMUNES

Agoe-Nyive 1 & 2



22 Mai

21 Août

2023

NOS PARTENAIRES



Infrastructures sanitaires

Le CMS de Bè-Kpota fait un bond en avant grâce au Pnud

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), bureau du Togo, a procédé hier à la remise des clés des ouvrages (bloc opératoire et radiologique) réalisés au sein du Centre médico-social (CMS) de Bè Kpota. Le coût des travaux est estimé à 612 305 119 F CFA.

ses attributs royaux,
accompagné et accueilli
conformément à son rang.

Pour la circonstance,

l'hôpital, les responsables de la mairie du Golfe 1, des partenaires, de patients, des invités et des curieux. Les ouvrages à inaugurer

« Le renforcement du système de santé est un investissement considérable dans le développement d'un pays.

Situé sur une colline, le CMS est construit dans une grande clôture et surplombe le quartier. Les habitants le surnomment « blanc, blanc », à cause de sa couleur qui tend vers le blanc. Ce centre de santé dessert la partie Est du Grand Lomé, notamment le quartier Bè, et constitue une structure de désengorgement pour l'hôpital de Bè, situé à Ahligo.

En termes de bâtiments, on peut dire que le CMS de Bè-Kpota dispose de ce qui est nécessaire. L'on peut constater aussi que les ressources humaines sont disponibles. C'est donc dans une ambiance festive, agrémentée par les chants et danses d'un groupe folklorique que la cérémonie a démarré. Le chef canton de Bè, Togbui



La coupure symbolique du ruban

Mawuko Adela Aklassou IV, a fait son apparition quelques minutes après le démarrage de la cérémonie, revêtu de

une tente avait été dressée et décorée. Le public était composé de membres du personnel, des responsables de

étaient clairement visibles. Pendant ce temps, le CMS continuait d'offrir ses services aux patients et à leurs accompagnateurs.

Le Pnud se concentre sur les déterminants sociaux, économiques et environnementaux de la santé. Le Pnud salue les efforts du Togo pour l'accès de tous notamment des femmes et des enfants à des soins de santé de qualité. Cette ambition de la Feuille de route gouvernementale 2025 s'inscrit très bien dans l'Objectif de développement durable (ODD 3), sur la bonne santé et le bien-être », a déclaré Binta Sanneh, représentante résidente du Pnud au Togo. Les bénéficiaires promettent un bon usage des équipements. Ces équipements font que le CMS de Bè-Kpota pourrait bientôt être érigé en hôpital de district.

Edem Dadzie



OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES



MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'URBANISME

POUR

LA SECURISATION DE MES BIENS FONCIERS

OUI

CAMPAGNE DE COLLECTE
D'INFORMATIONS FONCIÈRES





COMMUNES
Agoe-Nyive 1 & 2



**22 Mai | 20
21 Août | 23**

NOS PARTENAIRES





PRÊT SCOLAIRE

JUSQU'À 05 MOIS DU SALAIRE NET*
DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2023



*Offre soumise à conditions

DISPONIBLE EN 24H
POUR UNE BELLE
RENTÉE SCOLAIRE

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

